

Entretien

Galilée et Néguev : « la judéisation » comme facteur clé de l'aménagement du territoire...

lundi 6 février 2012, par [WHITE Ben](#) (Date de rédaction antérieure : février 2012).

Nous publions ci-dessous un entretien conduit par le remarquable site Jadaliyya avec le journaliste Ben White. Il porte sur la publication de son récent ouvrage en langue anglaise : *Les Palestiniens en Israël : ségrégation, discrimination et démocratie*, publié le 20 décembre 2011. Ben White est un journaliste freelance qui publie ses articles dans diverses publications, entre autres le quotidien anglais *The Guardian*. Son premier ouvrage *Israeli Apartheid : A Beginner's Guide* (Pluto, août 2009) a été fort apprécié par des personnalités telles que Desmond Tutu, l'historien israélien Illan Pappé - dont l'œuvre est actuellement reconnue en langue française, entre autres *Le nettoyage ethnique de la Palestine* (Fayard 2008) - et Ali Abunimah, journaliste d'origine palestinienne, né aux Etats-Unis qui a été l'un des créateurs du site Electronic Intifada. Ben White dispose d'un site web personnel : <http://www.benwhite.org.uk/>. (Rédaction A l'Encontre)

Publié par Alencontre le 3 - février - 2012
avec Ben White

Jadaliyya : Qu'est-ce qui vous a conduit à rédiger ce livre ?

Ben White : Je voulais écrire quelque chose qui rendrait accessible une description des politiques de ségrégation et de discrimination que les citoyens palestiniens en Israël connaissent depuis 1948. Nombreux sont ceux et celles, y compris ceux et celles qui sont engagés, d'une manière ou d'une autre, sur la question des rapports entre Israël et la Palestine, qui ne sont pas conscients des manières dont la minorité palestinienne a été et est systématiquement marginalisée d'une façon bien plus ample que les « plaintes vis-à-vis de l'inégalité » qui apparaissent parfois dans les médias dominants.

Il s'agit de bien plus que d'un préjugé populaire : nous parlons d'une discrimination politique dans des domaines clés de la politique de l'Etat tels que l'immigration, la citoyenneté, le logement, la planification et les budgets. Ainsi, pour donner un exemple, plus de sept mille agglomérations juives ont été bâties dans l'Israël des frontières précédant la guerre de 1967 (ce chiffre n'inclut donc pas les colonies de Cisjordanie). Au cours de la même période, par contre, aucune nouvelle ville, village ou agglomération n'a été créé pour la minorité palestinienne si l'on excepte sept bidonvilles mis en place pour recevoir des Bédouins déplacés de force du désert du Néguev. L'approche étatique en direction de ses propres citoyens reflète le modèle que l'on voit en Cisjordanie : les logements juifs et leur construction sont favorisés, alors que les logements et les propriétés [champs] palestiniens

sont la cible des démolitions, des obstacles bureaucratiques et de la fragmentation.

Une raison supplémentaire pour écrire ce livre réside dans le fait que les questions qui émergent lorsque vous penchez sur la minorité palestinienne en Israël concernent directement le cœur du conflit. Le livre a ainsi été pour moi une façon d'élaborer sur certaines idées et interrelations qui se sont fait jour alors que je rédigeais mes articles au cours des deux dernières années.

Jadaliyya : Quels sont les sujets, questions et documents, sources que l'on trouve dans votre livre ?

Ben White : L'accent principal est porté sur une description concise du régime foncier israélien, soit l'expropriation des biens palestiniens, la manipulation du système d'aménagement du territoire, etc. J'ai consacré également un chapitre sur la « judéisation » – c'est-à-dire les politiques qui visent à augmenter le nombre de Juifs vivant sur, et le contrôlant, un espace particulier utilisé par des citoyens palestiniens et la façon dont ces politiques sont modelées par un ample racisme et des incitations diverses qui sont monnaie courante.

La « judéisation » comme facteur clé façonnant l'aménagement du territoire et les logements est une réalité particulièrement prononcée en Galilée et au Néguev, deux régions situées aux extrémités opposées du pays. En Galilée, la confiscation de terres de citoyens palestiniens et de réfugiés des années 1950 a ensuite été complétée par l'établissement, à la fin des années 1970 et durant les années 1980, de ce que l'on appelle des colonies « look-out » [de fait : qui épient], c'est-à-dire des petites agglomérations juives construites au sommet de collines qui dominent des centres de populations palestiniennes. Dans le Néguev, au sud du pays, les Bédouins palestiniens ont été expulsés puis « concentrés » sur des espaces particuliers et harcelés pour avoir tenté de demeurer dans leurs communautés – dont nombre d'entre elles sont considérées comme étant « illégales ». Dans le même temps, les gouvernements successifs ont explicitement insisté pour que des Juifs viennent s'installer dans le Néguev, souvent en établissant une relation directe entre de telles initiatives et la nécessité de « contrer » une prétendue « menace » dont les Bédouins seraient à l'origine.

Outre des études particulières de cas et de phénomènes comme les villages non reconnus et les discriminations dans le système éducatif, l'ouvrage s'attaque directement aux questions qui sont liées à l'identité d'Israël comme Etat « Juif et démocratique ». Mon propos est que cette formulation est destinée à masquer la réalité profondément antidémocratique autant de la création de l'Etat d'Israël, en premier lieu, que du maintien d'un régime qui bénéficie à un groupe de personnes au détriment d'un autre.

Jadaliyya : Quelles relations ce travail entretient-il ou dans quelle mesure est-il lié à vos précédentes recherches et écrits ?

Ben White : Je visite Israël-Palestine depuis 2003. Lors de la plupart de mes premiers voyages, j'ai passé surtout du temps en Cisjordanie. Ces dernières années, par contre, j'ai consacré plus d'attention à la lutte des palestiniens en Israël. Du fait que j'ai passé du temps d'un côté et de l'autre de la « ligne verte » [frontière de fait établie après 1967], j'ai pu constater comment les politiques israéliennes sont dirigées par les mêmes priorités dans la vallée du Jourdain et dans le Néguev. L'idée d'un « Etat unique de facto », une évaluation portant sur l'autorité et la souveraineté, pour une part, repose sur le fait du contrôle israélien sur le peuple qui vit entre le fleuve [Jourdain] et la mer [Méditerranée].

Ce type d'analyse, en outre, est conçu de telle sorte qu'il tente de saisir la situation en dehors du paradigme de l'occupation instaurée après la guerre de 1967. Cela signifie aller au-delà d'une vision

du « conflit israélo-palestinien », compris principalement en relation avec l'occupation militaire israélienne de la Cisjordanie et de Gaza et de la manière dont peut être résolu au mieux l'avenir de ces territoires. Une telle approche implique de considérer le territoire comme une « unité » propre, dans laquelle les droits des Juifs sont actuellement privilégiés au détriment des droits des Palestiniens – de cela découle également de concevoir une solution future comme étant déterminée par une reconfiguration de ce régime de discrimination ethnico-religieux. Cela signifie aussi comprendre la lutte du peuple palestinien pour l'autodétermination dans une perspective globale selon laquelle il ne peut exister sur le long terme des divisions en catégories telles que « Palestiniens », « Arabes israéliens », « réfugiés », « Cisjordanie », « bande de Gaza », etc. (naturellement ces catégories peuvent se chevaucher). C'est quelque chose que j'ai essayé d'exprimer dans mes articles.

Une manière utile dans la conception de ce cadre a été de prendre en considération les citoyens palestiniens d'Israël et de remettre en cause l'idée encore répandue selon laquelle au sein des frontières de 1967 existe une démocratie libérale qui fonctionne.

Jadaliyya : Quel effet souhaitez-vous produire avec votre ouvrage ? Quelles catégories de personnes aimeriez-vous qui le lisent ?

Ben White : Je souhaite que ce livre soit une ressource utile pour des étudiant·e·s ainsi que pour des militant·e·s des droits humains ou actifs en solidarité avec la Palestine, des personnes qui cherchent à avoir une meilleure compréhension des politiques de discrimination menées par l'Etat d'Israël contre les citoyens palestiniens. Je voudrais également qu'il soit lu par les personnes qui manifestent un intérêt pour « cette question » ou qui s'intéressent à la région dans son ensemble et qui n'ont jamais pu sérieusement analyser les implications de la définition d'Israël comme un état « juif et démocratique ». Il y a, je crois, dans ce livre un aperçu qui est crucial pour une approche du conflit qui permet une appréciation réaliste de ce qui est nécessaire pour parvenir à sa résolution.

Extraits tirés du livre *Les Palestiniens en Israël : ségrégation, discrimination et démocratie*

Le Néguev, ou al-Naqab en arabe, est une région qui a en permanence été la cible des gouvernements israéliens, ainsi que d'agences comme le Fonds national juif (FNJ), en vue d'un prétendu « développement », c'est-à-dire la judéisation. Parallèlement à l'expulsion et à la réinstallation forcée des indigènes bédouins palestiniens (voir le chapitre deux), des ressources privées ont été mobilisées afin de « peupler » le Néguev avec des juifs. Ainsi que l'indique un rapport de Human Rights Watch de 2008 : « les motifs de l'Etat » pour mener des « politiques discriminatoires, d'exclusion et punitives » dans le Néguev « peuvent être obtenus à partir des documents politiques et de la rhétorique officielle ». Le but de l'Etat israélien : « maximaliser son contrôle sur la terre du Néguev et accroître la population juive dans la région pour des raisons stratégiques, économiques et démographiques ». Oren Yiftachel, professeur à l'Université Ben Gourion, a exprimé cela d'une manière crue : « *Le gouvernement veut désarabiser la région.* »

En 2003, Ariel Sharon, alors premier ministre, a annoncé une nouvelle initiative exigeant trente nouvelles localités, la plupart en Galilée et dans le Néguev. Il semble que Sharon ait conclu qu'après avoir investi dans « *le peuplement des territoires [occupés]* », il était maintenant « *nécessaire de*

peupler la Galilée et le Néguev ». A l'époque, le conseiller du premier ministre concernant les « questions de peuplement » a déclaré à la radio qu'une question clé résidait dans « *l'établissement de ces colonies* » de telle sorte qu'elles soient localisées « *en des endroits qui sont importants pour l'Etat* », ce qui signifie pour le peuplement juif ; en d'autres termes, « *de renforcer le peuplement de zones où la population juive est clairsemée* ».

Juste l'année précédente, dans le contexte d'un plan différent visant à établir quatorze nouvelles agglomérations, Sharon a déclaré lors d'une réunion du gouvernement : « *Si nous ne peuplons pas cette terre, quelqu'un d'autre le fera.* » Alors que l'évacuation par Israël de ses colonies situées dans la bande de Gaza, en 2005, approchait, le président américain George W. Bush écrivit une lettre à Sharon dans laquelle, dans le contexte du « plan de désengagement », il expliquait que les Etats-Unis comprenaient l'importance d'établir « *de nouvelles possibilités au Néguev et à la Galilée* ». Discutant l'aide qu'Israël a recherchée auprès des Etats-Unis pour « *couvrir les coûts du désengagement* », le journal juif-américain *Forward* a noté que le but du gouvernement israélien – « *moins explicite lorsqu'il est présenté à Washington* » – consiste à « *consolider une majorité juive* » dans le Néguev et en Galilée.

Le Néguev est le lieu habituel du discours frontalier sioniste, lorsque celui-ci n'est pas filtré. Le FNJ dans sa présentation cherchant un soutien en Grande-Bretagne écrit « les pionniers qui sont en train de faire revivre le désert », alors que le FNJ en Israël vante son « rôle majeur » dans « la rédemption et la récupération de la terre ». Un article de la revue sioniste B'Nai B'Rith mentionna le Néguev comme la chose la plus proche de la tabula rasa [table rase] que beaucoup de pionniers d'avant l'établissement de l'Etat d'Israël découvrirent en premier lorsqu'ils arrivèrent en Terre Sainte ». Là où la « rédemption » rencontre la « table rase » se situe la rhétorique faisant des Bédouins citoyens palestiniens une menace.

Au nord du Néguev, à proximité de Tel-Aviv, se trouve une autre localité palestinienne non reconnue, Dahmash, située entre Lod et Ramle. Dahmash est habitée depuis au moins 1951, mais les autorités « *refusent de reclasser cette terre comme zone résidentielle* » – cela bien qu'elles le firent pour les terrains alentour – et « *refusent de fournir des services de base tels que des routes pavées, des égouts, des installations sanitaires, des jardins d'enfants et des écoles* ». En outre, « *les autorités considèrent presque chacune des septante maisons comme étant "illégales" et treize sont "menacées de démolition"*. »

De même que pour d'autres situations semblables, certains des résidents de Dahmash se sont vu attribuer cette terre par l'Etat à titre de « *compensation pour les terres desquelles ils furent déplacés* » en 1948 et « *pour lesquelles le gouvernement israélien leur a interdit d'y retourner* ». Depuis lors, toutefois, les fonctionnaires refusent de classer « *Dahmash comme zone propre à la construction résidentielle* ». De nombreuses localités et quartiers dans le centre d'Israël, ce qui inclut la construction de nouvelles résidences à proximité de Dahmash, étaient également initialement classées « zones agricoles », mais les autorités ont reclassés ces terres afin qu'elles puissent être utilisées dans l'extension et la création de plans d'aménagement autorisant les constructions résidentielles. Ni les autorités régionales, ni les autorités nationales ne mirent en place un tel plan pour Dahmash.

Pour reprendre les termes du directeur de Human Rights Watch pour le Moyen-Orient : « *Les six cents habitants de Dahmash sont traité·e·s comme s'ils/elles n'existaient pas, cela alors que des localités juives se sont développées à proximité de telle sorte qu'elles empêchent les résidents de Dahmash d'accéder à leurs propres terres et à leur domicile.* » Ainsi que me l'a déclaré Arafat Ismayil, chef du comité du village de Dahmash : « *Nous sommes au cœur d'Israël, mais nous ne*

sommes pas là. » Le maire de Ramle, Yoel Lavi, « qui siège dans le comité d'aménagement du territoire qui a rejeté le plan [d'aménagement alternatif] de Dahmash, a déclaré à la télévision israélienne en 2004 que le district Maccabi n'a pas été conçu pour les Arabes parce qu'autoriser des citoyens israéliens-palestiniens d'y vivre porterait "préjudice la possibilité de commercialiser le projet du fait que les gens ne voudraient pas y vivre". » En 2006, Lavi faisait état de sa propre solution au sujet du village non reconnu de Dahmash : « Prenez deux bulldozers D10, du même type que ceux utilisés par les Forces armées israéliennes sur les hauteurs du Golan, deux unités de la police des frontières pour sécuriser la zone, puis allez d'un côté à l'autre... lorsque vous enverrez le premier coup [contre un bâtiment] avec la crue tout le monde sortira en courant des maisons, soyez sans crainte. »

P.-S.

* Cet entretien avec Ben White a été publié le 1^{er} février 2012 sur le site de Jaddaliya. L'ouvrage dont il est question a paru en anglais sous le titre *Palestinians in Israel : Segregation, Discrimination and Democracy*, London : Pluto Press, New-York : Palgrave MacMillan, 152 pages, 2011. Avant-propos de Haneen Zoabi.

* Traduction A l'Encontre.